

L'ÉCONOMIE

M. Garth Turner (Halton—Peel): Madame la Présidente, je voudrais mettre le ministre à l'épreuve encore un instant.

Le gouvernement a besoin de s'y prendre de bonne heure s'il veut nous convaincre qu'il peut réussir à atteindre ses objectifs concernant la réduction du déficit. Après des années de compressions budgétaires, l'adoption de la TPS et quelques pénibles restructurations d'usines pour augmenter nos échanges commerciaux, les Canadiens veulent savoir si le gouvernement va, oui ou non, venir à bout du déficit.

Le ministre pourrait-il nous dire s'il est en mesure de faire le point, pour le bénéfice de cette Chambre, sur la situation financière du Canada?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, je signale au député que nous nous sommes fixé des objectifs concernant la réduction du déficit et que nous sommes très confiants de ramener le déficit à 27,5 milliards de dollars pour 1992-1993.

Il y a tellement d'indices encourageants en ce qui concerne l'économie à l'heure actuelle.

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: J'ai entendu mes amis du Parti libéral se moquer des données sur les échanges commerciaux. Au mois d'avril, nos exportations ont atteint le chiffre record de 12,8 milliards de dollars—en avril—le cinquième mois de suite où nous avons enregistré une augmentation. Qui plus est, les exportations à destination des États-Unis représentaient 10,8 milliards de dollars, un autre record. L'Accord de libre-échange porte fruit. Nous allons atteindre nos objectifs concernant la réduction du déficit, car l'économie prend du mieux et les taux d'intérêt baissent. Ces signes sont très encourageants.

* * *

LES RESSOURCES EN EAU

M. Sid Parker (Kootenay—Est): Ma question s'adresse au ministre qui répond au nom du ministre du Commerce extérieur.

Dans ma circonscription, le niveau de l'eau des réservoirs du fleuve Columbia est dangereusement bas, et mes électeurs risquent de sérieux dommages sur les plans économique, écologique et récréatif.

En 1961, M. John Diefenbaker a signé le controversé Traité du fleuve Columbia avec les Américains, lequel donnait à ceux-ci le droit de drainer de l'eau douce de la

Questions orales

Colombie-Britannique sans tenir compte des besoins locaux. En 1988, le gouvernement conservateur a signé l'Accord de libre-échange, qui mine davantage la maîtrise que le Canada peut avoir de ses ressources en eau douce.

Le gouvernement risque maintenant le désastre en cédant complètement aux États-Unis et au Mexique le contrôle que le Canada exerce sur ses ressources en eau dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange nord-américain.

Le gouvernement va-t-il se retirer des pourparlers sur l'accord de libre-échange nord-américain afin que le Canada reprenne la maîtrise de ses précieuses ressources en eau douce?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, la réponse est bien sûr que non. Nous n'allons pas nous retirer des négociations de l'accord de libre-échange nord-américain. Ce serait stupide. Le député vient tout juste de dire que nous devrions être là pour veiller aux intérêts des travailleurs du textile et du vêtement. Il faut choisir.

Ensuite, les Canadiens ont la maîtrise de leurs ressources en eau. Nous en avons eu la preuve maintes et maintes fois pendant les négociations sur le libre-échange. Nous avons toujours cette maîtrise, et il n'est pas question d'en céder la moindre parcelle. Le député ne l'ignore pas.

M. Sid Parker (Kootenay—Est): Madame la Présidente, le ministre peut bien dire ce qu'il voudra, mais il reste que le débit est passé de 8 000 pieds cubes par seconde à 22 000 pieds cubes par seconde. C'est ça le genre de maîtrise que nous a valu l'Accord de libre-échange. Et le gouvernement ne pourra pas faire marche arrière maintenant parce qu'il s'est déjà engagé.

Ma question est donc la suivante: le ministre va-t-il assurer aux Canadiens qu'il va exclure expressément l'eau douce des négociations de l'accord de libre-échange nord-américain?

• (1500)

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, je connais par coeur l'Accord de libre-échange. Je voudrais bien qu'on me dise où il est question de débits fluviaux ou d'exportation d'eau douce ou Dieu sait quoi aux États-Unis.

Ça n'a absolument rien à voir avec l'Accord de libre-échange et l'accord de libre-échange nord-américain. Le NPD agite un autre épouvantail devant la population canadienne.